

Je souhaite faire rapport à la Chambre des conversations et des rencontres que j'ai eues la semaine dernière au Nicaragua, au Guatemala, au Salvador, au Honduras et au Costa Rica. Je me propose, en particulier, de traiter du processus de paix qu'ont accepté à l'unanimité les cinq présidents centraméricains lors de la réunion qu'ils ont tenue en août à Esquipulas.

Cet accord vise à instaurer "le climat de liberté que garantit la démocratie", et il énonce des conditions auxquelles les cinq gouvernements de la région doivent se conformer. Deux caractéristiques rendent cet accord porteur de promesses inhabituelles : il a été conçu sur place et conclu à l'unanimité. Il ne s'agit pas d'une prescription imposée de l'extérieur, mais plutôt d'un engagement pris en connaissance de cause par les cinq présidents. Je retire de mes entretiens avec chacun d'eux l'impression qu'ils entendent tous respecter la parole donnée. Un des points forts de cette entente réside d'ailleurs dans le fait que personne - qu'il s'agisse de gouvernements, de mouvements de guérilla ou de parties extérieures - ne veut être accusé de l'avoir fait échouer. Il est donc d'une importance tout à fait particulière qu'en plus des autres types d'aide que des pays comme le Canada pourraient offrir, nous nous efforcions de faire en sorte que notre opinion soit aussi informée et objective que possible à l'égard de ce processus de paix. Il lui sera possible, dans ces conditions, de porter un jugement équitable sur le respect de l'accord et de maintenir les pressions en vue de son application.

Tout processus de paix est, par définition, semé d'embûches et les pays qui souhaitent vraiment contribuer à l'aboutissement de ce processus doivent d'abord comprendre la complexité des conflits et l'histoire de l'Amérique centrale, ainsi que la fragilité relative de la démocratie que l'accord cherche à encourager. Il y a à peine huit ans, le Costa Rica était la seule démocratie de la région. Le gouvernement du Nicaragua, à cet époque, était un régime oppressif, presque féodal, qui ne pouvait que susciter une révolution. Sauf, encore une fois, dans le cas du Costa Rica, les crises en Amérique centrale ont traditionnellement été résolues par la force et par le pouvoir militaire. De ce fait, les partis et institutions démocratiques qui peuvent garantir les libertés civiles et les droits de la personne tels que les Canadiens les conçoivent, ne sont pas profondément enracinés. L'extrémisme, à la fois de gauche et de droite, déchire toujours la région, qu'affligent la pauvreté, l'injustice et l'exploitation. Son économie est handicapée par la dette, la faiblesse des cours des denrées de base, une inefficience répandue ainsi que par le spectre et la réalité de la guerre, qui élimine la croissance et fausse les priorités nationales. Les forces de la nature ont, elles aussi, été cruelles, et des tremblements de terre ont dévasté les capitales de trois pays, à savoir Managua, Ciudad de Guatemala et San Salvador. C'est dans ce contexte que les cinq présidents cherchent à instaurer la paix.